



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



Nevers, le 16 août 2022

Le directeur général de l'agence régionale de santé
Bourgogne – Franche-Comté

À

BAZOIS LOIRE MORVAN Communauté de Commune
11 Place Lafayette
58209 MOULINS ENGILBERT

Direction de la Santé Publique
Département Prévention Santé Environnement
Unité Territoriale Santé Environnement de la Nièvre

Affaire suivie par : François COMTE
Courriel ars-bfc-dsp-se-58@ars.sante.fr

Téléphone : 03 86 60 52 23

Objet : Révision PLU Cercy la Tour

Par courrier électronique en date du 2 août 2022 vous avez demandé l'avis de l'ARS sur le projet de révision du PLU de la commune de Cercy la Tour.

A travers les documents de planification et les outils associés, l'urbanisme dispose de nombreux leviers pour promouvoir la santé des habitants et l'améliorer.

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) considère que l'urbanisme favorable à la santé s'articule autour de 5 grands axes:

1. Réduire les polluants (air, eau, sol, gaz à effet de serre...), les nuisances (bruit, odeurs, ondes électromagnétiques...) et autres agents délétères (composés chimiques des matériaux de constructions,...).
2. Promouvoir des comportements ou des styles de vie sains des individus (via l'installation d'équipements ou d'infrastructures adaptés et accessibles à tous) et plus spécifiquement en favorisant l'activité physique et en incitant à une alimentation saine.
3. Contribuer à changer l'environnement social en proposant des espaces de vie qui soient agréables, sécurisés et qui permettent de favoriser le bien-être des habitants et la cohésion sociale.
4. Corriger les inégalités de santé entre les différents groupes sociaux économiques et les personnes vulnérables, en termes d'accès à un cadre de vie de qualité et d'exposition aux polluants, de diminution des nuisances et agents délétères.
5. Soulever et gérer autant que possible les antagonismes et les possibles synergies lors de la mise en œuvre opérationnelle des projets.

Les problématiques de santé telles que l'obésité, l'asthme, les inégalités de santé, les troubles de la santé mentale (stress, dépression...), l'exposition aux agents délétères (substances nocives, bruit, ...) constituent autant d'enjeux de santé publique étroitement conditionnés par la qualité de l'environnement urbain.

Ces enjeux d'un urbanisme favorable pour la santé figurent comme objectifs prioritaires du 3^{ème} Plan régional santé environnement 2017-2021 (PRSE 3), piloté par le Conseil régional, la DREAL et l'ARS.



Je vous prie de trouver ci-joint les attentes et les recommandations de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne Franche Comté, à savoir les éléments relatifs aux déterminants de santé, structurés selon la démarche du guide « Agir pour un urbanisme favorable à la santé, concepts & outils » - EHESP/DGS, 2014, ainsi que sur le guide PLU et santé environnementale de l'agence d'urbanisme Bordeaux métropole Aquitaine (a'urba) du 31/03/2015.

Déterminants de santé	Objectifs visés (pour un urbanisme favorable à la santé) et quelques éléments d'appréciation
Famille I : modes de vie, structures sociales et économiques	
1- Comportements de vie sains	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser les déplacements et modes de vie actifs Inciter aux pratiques de sport et de détente Inciter à une alimentation saine
2- Cohésion sociale et équité	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser la mixité sociale, générationnelle, fonctionnelle Construire des espaces de rencontre, d'accueil et d'aide aux personnes vulnérables
3- Démocratie locale/citoyenneté	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser la participation au processus démocratique
4- Accessibilité aux équipements, aux services publics et activités économiques	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser l'accessibilité aux services et équipements
5- Développement économique et emploi	<ul style="list-style-type: none"> Assurer les conditions d'attractivité du territoire
Famille II : cadre de vie, construction et aménagement	
6- Habitat	<ul style="list-style-type: none"> Construire ou réhabiliter du bâti de qualité (<i>luminosité, isolation thermique et acoustique, matériaux sains...</i>)
7- Aménagement urbain	<ul style="list-style-type: none"> Aménager des espaces urbains de qualité (<i>mobiliers urbains, formes urbaines, ambiances urbaines, offre en espaces verts...</i>)
8- Sécurité-tranquillité	<ul style="list-style-type: none"> Assurer la sécurité des habitants
Famille III : milieux et ressources	
9- Environnement naturel	Préserver la biodiversité et le paysage existant
10- Adaptation aux changements climatiques	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser l'adaptation aux événements climatiques extrêmes Lutter contre la prolifération des maladies vectorielles
11- Air extérieur	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la qualité de l'air extérieur
12- Eaux	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la qualité et la gestion des eaux
13- Déchets	<ul style="list-style-type: none"> Inciter à une gestion de qualité des déchets (<i>municipaux, ménagers, industriels, de soins, de chantiers,...</i>)
14- Sols	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la qualité et la gestion des sols
15- Environnement sonore et gestion des champs électromagnétiques	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la qualité sonore de l'environnement et gérer les risques liés aux champs électromagnétiques

Tableau 3 : Liste des déterminants de santé et les objectifs visés pour un urbanisme favorable à la santé

Alimentation en eau potable (AEP)

Les conditions nécessaires pour garantir la sécurité sanitaire de l'eau sont une ressource protégeable et protégée, ainsi que la disponibilité de la ressource en eau.

Périmètres de protections de captages :

Il n'y a pas de périmètre de protection de captage sur la commune de Cercy la Tour. L'alimentation en eau potable est gérée par le SIAEP du Val d'Aron.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Disponibilité de la ressource en eau :

Le développement des zones à urbaniser AU est conditionné à la disponibilité quantitative et qualitative de la ressource en eau.

Disponibilité quantitative

Selon les informations à notre disposition, la commune n'a pas de problème de disponibilité quantitative d'eau.

Disponibilité qualitative :

L'eau distribuée en 2021 est restée conforme aux valeurs limites réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques, physico-chimiques analysés, les substances toxiques et les pesticides.

Je vous rappelle que « toute personne qui offre au public de l'eau en vue de l'alimentation humaine est tenue de s'assurer que cette eau est propre à la consommation » (article L. 1321-2 du Code de la santé publique). Afin d'assurer cet objectif, il importe d'alimenter les zones d'urbanisation par une distribution publique (captage et réseau).

Ainsi, le PLU doit présenter les conditions d'alimentation en eau de la commune : ressources, distribution, consommation. À partir de cet état des lieux, l'adéquation entre les besoins en eau suscités par le développement de l'urbanisation au terme de la carte intercommunale et les moyens mobilisables doit être démontrée. Cette démarche prend en compte les aspects tant qualitatifs que quantitatifs en veillant à une gestion équilibrée de la ressource.

Le PLU recensera également les constructions non desservies par un réseau de distribution publique. En effet, les ressources privées destinées à la consommation humaine, autres que celles réservées à l'usage personnel d'une famille, doivent faire l'objet d'une autorisation préfectorale. Par ailleurs, toute extension de ces constructions alimentées par une ressource privée sera conditionnée au raccordement à un réseau public de distribution d'eau potable, ou à la compatibilité du projet avec les prescriptions d'un arrêté préfectoral d'autorisation. L'autorisation préfectorale pour l'utilisation d'une ressource privée d'eau réservée à l'usage exclusif d'une famille n'est pas exigée. Toutefois une déclaration doit être faite auprès des services compétents de la mairie qui informera les services de l'ARS.

Les documents d'urbanisme doivent être rendus compatibles avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définies par le schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau (SDAGE) de l'agence du bassin Loire Bretagne.

Sites et sols pollués

Le rapport de présentation du PLU indiquera la nature et la localisation des anciens sites industriels et, s'ils sont concernés par une reconversion, les études réalisées à cet effet.

Selon l'article L.515-12 du code de l'environnement, des servitudes d'utilité publique peuvent être instituées sur des terrains pollués.

Le règlement du PLU peut prévoir de restreindre l'usage des sols dans les zones potentiellement polluées, un zonage spécifique les localisera.

Une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) de la carte communale peut contribuer à la prise en compte de mesures de gestion des sites et sols pollués.

Bruit

Il faudra porter une attention particulière à l'implantation de ZAC ou de toute autre activité pouvant être à l'origine de nuisance sonore (pompes à chaleur...).



Qualité de l'air extérieur

Enjeu sanitaire :

La pollution atmosphérique représente un enjeu de santé publique important car l'ensemble de la population est concerné. La pollution agit aux niveaux respiratoire et cardiovasculaire, ainsi que sur des troubles de la reproduction et du développement de l'enfant, des maladies endocriniennes ou encore neurologiques.

L'exposition de la population varie selon la nature et les niveaux des polluants, et en fonction de la sensibilité individuelle. Elle touche plus particulièrement les personnes vulnérables : femmes enceintes, nourrissons et jeunes enfants, personnes souffrant de pathologies cardiovasculaires, insuffisants cardiaques ou respiratoires, personnes asthmatiques.

En cas de pics de pollution, certaines personnes sensibles voient leurs symptômes apparaître voire s'aggraver.

Les effets de la pollution atmosphérique sont de deux types : les effets à court terme surviennent quelques jours ou semaines suite aux variations journalières de niveaux de pollution atmosphérique, les effets à long terme résultent de l'exposition chronique.

Les effets chroniques sont plus importants : surmortalité, réduction de l'espérance de vie, cancer du poumon, asthme, broncho-pneumopathie obstructive, impact sur la qualité de vie.

En octobre 2012, la pollution atmosphérique a été classifiée par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) comme cancérigène chez l'homme, ainsi que les particules fines.

Pour les particules fines, qui sont responsables de 48 000 décès par an en France, il n'est pas établi de seuil en-deçà duquel l'exposition serait sans effet.

- Effets sanitaires à long terme plus importants que les pics de pollution :
- Seuil OMS de $10 \mu\text{g}/\text{m}^3$ en $\text{PM}_{2,5}$ (moyenne annuelle)
- Milieu rural également touché par pollution particulaire
- Pesticides dans l'air : protection des personnes vulnérables vis-à-vis des produits phytosanitaires : éloignement parcelles et ERP

L'abaissement des niveaux de fond de la pollution atmosphérique doit être un objectif par l'action sur la politique des transports, l'incitation au développement de transport en commun, et aux mobilités actives (vélo, marche à pied), l'action sur le chauffage résidentiel.

Zoom sur la Bourgogne-Franche-Comté

L'impact de l'exposition chronique aux particules fines $\text{PM}_{2,5}$ sur la mortalité a été estimé en 2016 par santé publique France. Les concentrations moyennes annuelles $\text{PM}_{2,5}$ estimées étaient égales à $10 \mu\text{g}/\text{m}^3$ en Bourgogne Franche-Comté (données de 2007/2008).

En 2007-2008, en Bourgogne Franche-Comté, 71% de la population habitaient dans des communes exposées à des concentrations moyennes annuelles de $\text{PM}_{2,5}$ dépassant la valeur recommandée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ($10 \mu\text{g}/\text{m}^3$), y compris en zone rurale.

Dans un scénario sans pollution atmosphérique ; où la qualité de l'air serait identique à celle des communes les moins touchées ($5 \mu\text{g}/\text{m}^3$), 2200 décès seraient évités en Bourgogne-Franche-Comté (et 48 000 décès en France).

Allergie aux pollens

L'Anses (agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation de l'environnement et du travail), dans son rapport de mars 2014, a actualisé les données de prévalence de la population française; l'allergie aux pollens touche 7% à 20 % chez les enfants, de l'ordre de 30% chez l'adulte (estimation haute de prévalence).



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



L'exposition conjointe à la pollution atmosphérique et aux pollens présents dans l'air peut entraîner une exacerbation des effets sur la santé :

- Facteur inducteur de la réaction allergique, par irritation des voies respiratoires,
- Renforcement de l'allergénicité du grain pollen.

Le changement climatique et l'augmentation des températures pourraient influencer sur la production de pollens en allongeant la période de pollinisation

Il convient de sensibiliser les collectivités pour prendre en compte le risque lié aux plantes allergisantes afin de réduire l'exposition de la population aux pollens dans les espaces publics. Les espèces d'intérêt en France en matière de potentiel allergisant de leurs pollens, sont les cyprès, graminées, bouleau, ambroisie. Le Réseau National de Surveillance Aérobiologique a édité le Guide d'information « Végétation en Ville » qui peut aider à sélectionner les essences recommandées pour paysager l'espace urbain sans poser de problème pour la santé publique. <http://www.pollens.fr/le-reseau/doc/Guide-Vegetation.pdf>

Le décret du 26 avril 2017 a rendu la lutte contre l'ambroisie obligatoire sur le territoire national. Un arrêté préfectoral est pris en application de ce décret dans chaque département (arrêté préfectoral du 12 juillet 2018 pour la Nièvre) et fixe une obligation de prévention et de destruction de l'ambroisie, qui s'impose à tous : public, privé, gestionnaires d'infrastructures, milieu agricole. En particulier, tout maître d'ouvrage et tout maître d'œuvre doit veiller à prévenir la dissémination des semences lors des travaux.

La surveillance des localisations d'ambroisie est une mission des conservatoires botaniques nationaux. La cartographie est actualisée chaque année.

Qualité de l'air intérieur - Radon

La commune de Cercy la Tour est classée en zone 2.

Enjeu sanitaire

Le radon est un gaz naturel radioactif susceptible de s'accumuler dans les espaces clos mal ventilés ou mal isolés vis-à-vis du sous-sol. Ce gaz et ses descendants solides sont reconnus comme cancérogènes certains du poumon (CIRC 1987). Les effets sont proportionnels à la concentration et à la durée d'exposition. Le radon représente la deuxième cause de cancer du poumon derrière le tabac (10%), avec près de 3000 cas par an. Le risque est accru chez les fumeurs (x3).

Obligation de surveillance

L'article L. 1333-22 du CSP fixe l'obligation de surveillance. Les propriétaires ou exploitants de certaines catégories d'immeubles bâtis situés dans les zones à potentiel radon où l'exposition au radon est susceptible de porter atteinte à la santé mettent en œuvre une surveillance de cette exposition.

Le décret n°2018-434 du 4 juin 2018, entré en vigueur le 1^{er} juillet 2018, a modifié la partie réglementaire du CSP concernant le radon.

Selon l'article D. 1333-32 du CSP, les établissements recevant du public (ERP) pour lesquels une surveillance de l'activité volumique du radon doit être mise en place sont :

1. établissements d'enseignement
2. établissements d'accueil collectif d'enfants de moins de 6 ans (nouveau)
3. établissements sanitaires, sociaux, médicaux sociaux avec capacité d'hébergement
4. établissements thermaux
5. établissements pénitentiaires



Cartographie des zones à potentiel radon

Les zones à potentiel radon sont définies par le décret du 4 juin 2018 et l'arrêté du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français entré en vigueur le 1^{er} juillet 2018.

- zone 1 à potentiel faible ;
- zone 2 à potentiel faible mais sur laquelle des facteurs géologiques particuliers peuvent faciliter le transfert vers les bâtiments ;
- zone 3 à potentiel significatif.

Les zones sont établies à l'échelle communale sur la base des travaux de cartographie menés en 2010 par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) à partir des teneurs en uranium des sols et des facteurs aggravants (failles, mines et cavités, sources géothermales).

L'article R. 1333-33 du CSP fixe l'obligation de mesurage dans les ERP :

- Dans les zones 3
- Dans les zones 1 et 2 s'ils sont concernés par un dépassement de 300 Bq/m³

Mesures de gestion

L'article R 1333-28 du CSP a abaissé le niveau d'action de 400 Bq/m³ à 300 Bq/m³ en application de la directive Euratom n°2013/59/CE. En cas de dépassement de 300 Bq/m³, des actions de remédiation doivent être mises en œuvre par le propriétaire et le niveau de radon abaissé en-dessous de 300 Bq/m³ dans un délai de 3 ans après les mesures initiales. Les mesures de radon doivent être réalisées tous les 10 ans à partir des mesures initiales ou des mesures après travaux, et chaque fois que sont réalisés des travaux modifiant la ventilation des lieux ou l'étanchéité du bâtiment au radon.

Les ERP qui étaient anciennement dans un département à risque et qui étaient avant le 1^{er} juillet 2018 entre 300 Bq/m³ et 400 Bq/m³, quelle que soit la zone où ils se situent maintenant, n'ont pas l'obligation de réaliser des actions de remédiation immédiatement et peuvent attendre le dépistage décennal. Si les résultats sont encore supérieurs à 300 Bq/m³, les mesures de gestion s'imposeront alors dans les délais réglementaires.

Les ERP situés sur des communes en zone 3 qui n'étaient pas anciennement dans un département à risque doivent réaliser le dépistage au plus tard le 1^{er} juillet 2020.

Pour tous conseils ou travaux de remédiation dans le parc existant, le recours à des professionnels du bâtiment formés sur la thématique radon est à recommander. Aucune norme de construction ne s'applique aux constructions neuves pour la prévention du risque radon. Néanmoins, il est recommandé aux maîtres d'ouvrage publics de prendre en compte ce risque dans le cahier des charges : création et ventilation des soubassements, ventilation des caves et sous-sols, étanchement de l'interface sol/bâtiment, etc. (IRSN,

CSTB, OPPBTP). La problématique de la qualité de l'air intérieur est liée à celle de la performance énergétique et de la qualité acoustique, en termes d'isolation et de ventilation des locaux notamment.

A noter : l'action 19 du PRSE3 a pour objectif d'intégrer la gestion du risque radon dans les OPAH et les PIG de l'ANAH.



Prise en compte de la qualité de l'air intérieur dans les ERP

Enjeu sanitaire

Les enfants peuvent être exposés dans les écoles et les lieux d'accueil à plusieurs polluants émis par le mobilier, les produits d'entretien et les fournitures scolaires. Les concentrations en polluants mesurées dans l'air des écoles peuvent être parfois plus élevées que dans d'autres lieux de vie, du fait aussi de la densité d'occupation des locaux et d'un renouvellement de l'air souvent insuffisant.

Dispositif réglementaire dans certains ERP

Les décrets n°2015-1926 du 30 décembre 2015 et n°2015-1000 du 17 août 2015 portant sur la surveillance de la qualité de l'air intérieur établissent des valeurs limites pour le formaldéhyde ($100 \mu\text{g}/\text{m}^3$), le benzène ($10 \mu\text{g}/\text{m}^3$) et le dioxyde de carbone (indice de confinement 5) et imposent la mise en œuvre d'une démarche de prise en compte de la qualité de l'air intérieur, au 1^{er} janvier 2018 pour les écoles maternelles, élémentaires et les crèches, et au 1^{er} janvier 2020 pour les accueils de loisirs et les établissements d'enseignement du second degré.

Le dispositif réglementaire encadrant la surveillance de la qualité de l'air intérieur dans ces établissements, comporte :

- une évaluation des moyens d'aération qui peut être effectuée par les services techniques de l'établissement ;
- la mise en œuvre, au choix :
 - d'une campagne de mesures de polluants (formaldéhyde, benzène, dioxyde de carbone) par un organisme accrédité. En cas de dépassement des valeurs limites, il est demandé à l'établissement de réaliser dans les 2 mois suivant les résultats des analyses, des investigations afin de déterminer les causes de ces dépassements.
 - d'une autoévaluation de la qualité de l'air au moyen du guide pratique, permettant d'établir un plan d'action pour l'établissement. Ce guide pratique fournit une aide opérationnelle aux différentes catégories d'intervenants (équipe de gestion, responsable des activités dans la pièce occupée, services techniques et personnel d'entretien) afin d'engager une démarche d'amélioration de la qualité de l'air intérieur.

Les opérations de réhabilitation énergétique ou de rénovation de l'habitat devront prendre en compte l'enjeu de qualité d'air intérieur et concilier objectif environnemental et enjeu sanitaire.

Champs électromagnétiques

Ligne haute tension (HT) et très haute tension (THT)

Le transport d'électricité peut générer des risques pour la sécurité des usagers en cas de rupture des dispositifs. Une cartographie des réseaux des lignes électriques peut être intégrée à l'état initial de la carte communale.

Le Réseau de Transport d'Electricité (RTE) met à disposition des maires un service d'information et de mesures. Les collectivités ont la possibilité de faire évaluer les niveaux de champs magnétiques 50 Hz en environnement résidentiel et bénéficier d'une information adaptée à l'environnement de leur commune.

Des servitudes, annexées à la carte communale, peuvent être instituées de part et d'autre de toute ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts, existante ou à créer.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



● Agence Régionale de Santé
Bourgogne-
Franche-Comté

Par ailleurs, la pose de nouvelles lignes électriques aériennes, notamment d'une tension supérieure à 63 000 volts est interdite dans les zones d'habitat dense. Il faut préférer l'enfouissement à travers l'OAP.

L'instruction du 15 avril 2013 relative à l'urbanisme à proximité des lignes de transport d'électricité recommande aux gestionnaires d'établissements et aux autorités compétentes en matière d'urbanisme de ne pas implanter de nouveaux établissements sensibles (hôpitaux, crèches, écoles...) dans des zones exposées à un champ magnétique supérieur à 1 μ Tesla.

Par ailleurs, l'avis du 29 mars 2010 de l'AFSSET stipule « qu'il est justifié, par précaution, de ne plus augmenter le nombre de personnes sensibles exposées autour des lignes de transport d'électricité à très hautes tensions et de limiter les expositions. Cette recommandation peut prendre la forme de la création d'une zone d'exclusion de nouvelles constructions d'établissement recevant du public (hôpitaux, écoles...) qui accueillent des personnes sensibles (femmes enceintes et enfants) d'au minimum 100 m de part et d'autre des lignes de transports d'électricité à très hautes tensions. Corrélativement, les futures implantations des lignes de transport d'électricité à très hautes tensions devront être écartées de la même distance des mêmes établissements.

Cette zone peut être réduite en cas d'enfouissement de la ligne. L'AFSSET remarque que les dispositions législatives et réglementaires ont certes déjà été prises pour limiter les constructions à proximité de lignes de transport d'électricité à très hautes tensions en créant des servitudes d'utilité publique (loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains, décret du 19 août 2004) mais celles-ci visent uniquement des considérations de gestion de lignes ».

Relais de radiotéléphonie

L'ARS rappelle le décret n°2002-775 relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques.

La construction d'antennes-relais est soumise aux dispositions de la carte communale, qui peut prévoir des limitations à leur implantation à condition de la justifier dans son rapport de présentation (cf. arrêt du Conseil d'Etat n°350380 du 17/07/2013).

Lutte antivectorielle

Le moustique *Aedes albopictus* (dit moustique-tigre) ; potentiel vecteur d'arboviroses comme la dengue ou le chikungunya a été détecté dans le département. Il se développe préférentiellement dans de petits gîtes artificiels d'eau stagnante. Il est donc nécessaire d'apporter une vigilance particulière à ce risque afin d'éviter l'implantation locale du moustique-tigre.

Cimetières

La servitude qui grève les terrains situés au voisinage des cimetières et qui résulte de l'article L 2223.5 du code général des collectivités territoriales, qui peut paraître sans objet en raison de la présence d'une distribution publique d'eau potable dans le secteur, doit cependant demeurer inscrite pour maintenir l'interdiction de forage de puits.

La gestion des eaux usées et pluviales

Les eaux usées

La définition des zones urbanisables doit tenir compte des possibilités d'assainissement existantes. Le zonage d'assainissement pour la gestion des eaux usées et pluviales doit notamment figurer dans les annexes du PLU.

Les habitations et les bâtiments recevant du public devront par ailleurs se trouver à une distance importante d'éloignement de la station d'épuration.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Mon service n'a pas la compétence en matière d'assainissement, par conséquent, nous ne pouvons vous indiquer l'existence ou non d'une station d'épuration sur cette commune.

Les eaux pluviales

La connaissance de l'écoulement des eaux pluviales et du ruissellement est un paramètre important concernant l'implantation des zones urbanisables étant donné les nuisances pouvant être provoquées par une mauvaise évacuation des eaux (inondations, pollution, dégradation de l'habitat, dysfonctionnement de l'assainissement).

L'urbanisation visant à limiter l'imperméabilisation des sols devra être privilégiée notamment en fonction des résultats du zonage d'assainissement.

La réutilisation des eaux de pluie

En cas de réutilisation des eaux de pluie, il convient que la carte intercommunale indique que les installations doivent être conformes à l'arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments. Cet arrêté s'applique à l'ensemble des bâtiments, qu'ils soient raccordés ou non à un réseau public de distribution d'eau potable.

L'habitat insalubre

Le PLU doit prendre en compte les dispositions particulières en vue de résorber les éventuelles habitations insalubres.

Les installations non classées

Les activités non soumises au régime des ICPE peuvent être réglementées par le maire en vertu de ses pouvoirs de police générale (notamment via l'article L. 2212-1 du Code général des collectivités territoriales).

Le PLU peut également prévenir les éventuelles nuisances au voisinage de ce type d'activités (menuiserie, cabine de peinture, garage, élevage ne relevant pas de la réglementation des ICPE...) en réglementant leur implantation dans les zones d'habitation.

Les rus, rivières, eaux de baignades...

La carte intercommunale doit mentionner la présence des rus, rivières, terrains humides mais aussi des bétouilles et marnières, susceptibles de rendre des secteurs inconstructibles. Le cas échéant la carte intercommunale doit veiller à assurer une bonne protection des baignades, des activités nautiques et des cressonnières.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le directeur général de l'ARS,
Pour le directeur de la santé publique,
L'Ingénieur d'études sanitaires.

Jean-Claude VIDEUX

